

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 43

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2607 - Prix : 1€

Gouvernement-syndicats : le retour du bla-bla social ?

Page 5

Il parle à tort... et à Travert !

Page 4

Zéro pointé pour l'État

Page 6

Mondial : une victoire très exploitée

Page 7

Korbey d'Or : Les travailleuses n'ont pas à payer la dette et les malversations de leurs employeurs

Page 10

Mayotte

Encore un incendie qui détruit de nombreuses cases en tôle

Page 12

Affaire Benalla

aussi pourrie que la politique antiouvrière de Macron



L'affaire Benalla, aussi pourrie que la politique de Macron

Lorsqu'il s'est agi de fêter la victoire des Bleus au Mondial et de commenter leurs exploits, Macron était omniprésent. Aujourd'hui, pour rendre des comptes sur les méthodes de barbouze de son Monsieur Sécurité, il est aux abonnés absents et laisse ses fidèles se dépêtrer d'une situation qu'il a lui-même créée.

Car Macron a bel et bien couvert son protégé alors que celui-ci, déguisé en policier, s'amusait à casser du manifestant le 1er mai. Si Benalla est aujourd'hui licencié et si le gouvernement clame sur tous les tons qu'il n'y a pas d'impunité, c'est que Le Monde a rendu l'affaire publique, deux mois et demi après les faits.

Les porte-parole de l'Élysée prétendent avoir immédiatement réagi en sanctionnant Benalla de quinze jours de mise à pied. Vous parlez d'une sanction ! Pour une erreur de caisse à Carrefour ou Auchan, c'est parfois la porte. Pour la chemise arrachée du DRH d'Air France, cinq salariés ont été aussitôt arrêtés, licenciés et condamnés à de la prison avec sursis comme de vulgaires voyous.

Plus les jours passent, plus on en apprend sur la toute-puissance des petites frappes du pouvoir, sur les arrangements entre amis, sur la gangrène du clientélisme et de la dissimulation.

Malgré sa réputation de chien fou, Benalla faisait partie du clan macronien. Il avait droit à un logement luxueux et une voiture de fonction et émargeait à plus de 7000 euros mensuels. Par la grâce de l'Élysée, Benalla avait aussi été élevé au grade de lieutenant-colonel de la réserve opérationnelle, et il donnait des ordres au gratin de la police et de la gendarmerie.

S'il y en avait qui croyaient encore à la promesse de Macron d'une gouvernance transparente et exemplaire, les voilà servis ! Oui, la pra-

tique du pouvoir sous Macron est dans la continuité de ses prédécesseurs, favoritisme et scandales politiques compris.

Mais le plus pourri dans la présidence de Macron, c'est sa politique qui fait reculer la condition ouvrière des années en arrière. Ce sont toutes les mesures qu'il a prises contre le monde du travail : les ordonnances pour que le patronat puisse licencier plus vite et moins cher ; la hausse de la CSG qui frappe les retraités ; la baisse des APL ; l'attaque contre la SNCF et les cheminots ; les restrictions sur les finances des collectivités locales comme des hôpitaux, déjà asphyxiés ; la sélection dans les universités ; le contrôle accru des chômeurs...

Le plus mensonger dans la présidence Macron, c'est son cinéma sur la prétendue reprise de l'emploi, alors que les licenciements se poursuivent. En témoigne l'annonce du groupe Mulliez, qui prévoit la fermeture de 88 magasins Bizbee, Jules et Brice et la suppression de 466 emplois, alors qu'il s'agit d'un groupe familial à la tête d'un empire de la grande distribution (Auchan, Leroy-Merlin, Decathlon, etc.) et d'une fortune qui se chiffre en dizaines de milliards d'euros !

Mais cette politique anti-ouvrière n'est pas le monopole de Macron. Sarkozy, déjà surnommé le président des riches, et Hollande, le faux ennemi de la finance, menaient la même. Tous les politiciens sont en effet formés et sélectionnés pour leur fidélité à la bourgeoisie et au système capitaliste. Leur priorité, ce sont les affaires de la bourgeoisie, ses profits,



sa compétitivité.

Leur travail, au Parlement, à la présidence et au gouvernement est de perpétuer ce système et de faire prospérer les affaires du grand capital. C'est d'expliquer qu'il n'y a pas d'argent pour embaucher, pas d'argent pour augmenter les salaires ou payer les retraites, le RSA et les aides sociales et qu'il faut encore économiser sur les services publics et les hôpitaux.

Cela, alors que la grande bourgeoisie est prospère comme jamais et qu'un Bernard Arnault, propriétaire de LVMH, a vu sa fortune gonfler de 1300 euros toutes les deux secondes l'année dernière !

Pour cette caste politique, comme pour le grand patronat, les travailleurs ne sont que les soutiers de l'économie, sommés de s'adapter et d'accepter leur sort d'exploités. Voilà ce qui est fondamentalement pourri dans la politique menée aux sommets de l'État.

Alors bien sûr, cette politique s'accompagne de passe-droits et de scandales d'État. Cela donne l'occasion, pour les partis d'opposition, de jouer les vertus indignées, alors qu'ils traînent leurs propres casse-roles judiciaires. Mais rien de tout cela ne changera si les travailleurs n'ont pas la volonté de contester la domination et le parasitisme de la bourgeoisie qui mène la société à la catastrophe.

Réforme des CCIR : saigner les travailleurs pour engraisser le patronat

Début juillet le ministre de l'Économie, Bruno Lemaire, a annoncé aux présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie réunis à Paris que le gouvernement avait décidé de réduire sa dotation à leurs organismes de 400 millions d'euros. Charge à eux de recentrer leurs actions sur seulement trois domaines : l'aide à la création d'entreprise, la formation et la défense des intérêts des entreprises au niveau local.

Cette décision aura pour conséquence directe la suppression de 2500 emplois sur les 25 000 que comptent les CCIR au niveau national. Il faut donc s'attendre à La Réunion à une nouvelle saignée de plusieurs dizaines d'emplois dans les services de la chambre consulaire locale après celle déjà effectuée au premier semestre par son président.

Car ce programme d'austérité, patronat et gouvernement entendent

bien ne le faire supporter qu'aux salariés des CCIR.

Lemaire, quant à lui, a tenu à rassurer les patrons : les 400 millions d'économies, réalisés en supprimant des centaines d'emplois, seront restitués sous forme de baisse d'impôts d'un montant équivalent pour les entreprises.

Les capitalistes vont ainsi récupérer ces millions sans investir, sans embaucher et sans même produire !

La bourgeoisie seule bénéficiaire de la croissance économique

D'après les services de l'Insee, l'économie de La Réunion serait repartie, la « croissance » serait de retour, plus 3 % l'an dernier, selon cet organisme d'études économiques.

Alors oui, les chiffres d'affaires des entreprises d'import-export, des grands commerces, des banques et du BTP, des établissements hôteliers

sont à la hausse et les bénéficiaires de leurs actionnaires aussi !

Mais les travailleurs eux n'en voient pas les effets, ni sur leurs fiches de paie dont le montant ne varie pas d'une année à l'autre, ni par la diminution globale du chômage, car le gouvernement a décidé de supprimer des milliers d'emplois aidés

sans que le patronat du secteur privé ne compense cette perte massive par la création d'emplois dans ses entreprises, alors que les aides de l'État continuent à tomber dru pour lui sous forme d'exonérations de cotisations patronales et fiscales.

Macron et son gouvernement, pas si sûrs d'eux

Désespérément à la recherche d'argent frais pour combler le déficit de l'État, le gouvernement de Philippe/Macron annonce régulièrement son intention de s'attaquer aux « privilèges » de certains corps de métiers : les cheminots et leur statut, les fonctionnaires des DOM et leur prime de vie chère, etc.

Même s'il a fait voter sa loi sur la modification du statut des cheminots parce que disposant d'assemblées parlementaire et sénatoriale majoritairement acquiescentes à ses vues, le gouvernement continue à se heurter à la résistance des travailleurs de la SNCF.

Quant à la suppression de la prime de vie chère des fonctionnaires des DOM, il a fait savoir rapidement qu'il n'en était plus question.

La dernière mesure envisagée était la suppression de l'abattement

de l'impôt sur le revenu dont bénéficient les familles imposables des DOM. Là aussi, les matamores du gouvernement ont rapidement battu en retraite devant le tollé que cela a provoqué, en faisant préciser par la voix de leur ministre des Outre-mer, Annick Girardin, qu'il ne

comptait plus l'appliquer qu'aux 10 % des contribuables les plus riches.

Ce gouvernement aime à afficher sa détermination à imposer sa loi, mais il craint par dessus tout la colère des travailleurs. Et demain, si elle explose, il sera obligé de faire machine arrière !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 28 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 29 JUILLET de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 10 AOÛT de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 11 AOÛT de 9H00 à 10H30**

La droite déchirée entre le retour incertain au tram-train de Didier Robert...

Après avoir mis au panier le projet de tram-train de l'ancienne équipe dirigeante de la Région, l'actuelle di-

rigée par le politicien de droite Didier Robert aurait, selon la presse locale, l'intention de remettre ce projet en

route. Problème : depuis 2010, date de cet abandon, le nombre des véhicules en circulation a explosé et le tracé prévu pour le tram-train a été progressivement grignoté par les routes dédiées aux voitures et autres camions et autobus.

Résultat, on se dirige tout droit vers un coma circulatoire certain grâce à la droite réunionnaise. À croire qu'elle concourt pour le titre de la plus bête de France !



... et le tout bagnoles de Daniel Gonthier !

Si Didier Robert tente de faire prendre à sa majorité un virage désespéré et tardif vers le transport collectif dans sa politique des déplacements dans l'île, il n'en est pas de même de son collègue de droite, le maire de Bras-Panon, Daniel Gonthier, qui veut à tout prix organiser sa « foire de l'automobile » en octobre

dans sa ville.

C'est vrai, celle organisée par la Nordev à Saint-Denis ne suffisait pas. Il en faut une deuxième dans l'Est !

« *L'idée, c'est qu'un jeune puisse acheter sa 206 et aller directement sur les stands dédiés au tuning juste à côté* » a-t-il déclaré montrant ainsi son souci de répondre aux « aspira-

tions » supposées de la jeunesse !

En toute modestie, l'édile n'attend pas moins que 30 à 150 000 visiteurs sur 12 jours qui feront de sa petite ville un enfer pour sa population, mais une source de gains assurés à la douzaine de concessionnaires qui sont déjà sur les rangs pour y vendre leur marchandise polluante !

Il parle à tort... et à Travert !

Lors de son passage dans l'île, le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, s'est montré très cordial et très à l'écoute avec les dirigeants de Tereos et d'eRcane, gros demandeurs et consommateurs d'aides étatiques, ainsi qu'avec des représentants des agriculteurs et éleveurs.

Après avoir encaissé 28 millions d'aides de l'État destinées à compenser le soi-disant « handicap » dont ils seraient victimes avec la fin des quotas sucriers, les dirigeants de la filière ont relancé le représentant du gouvernement pour la construction d'une raffinerie de sucre au Gol à l'horizon 2021. Ils souhaitent voir l'État participer au financement de cette usine dont le coût s'élèvera à 60 millions d'euros...pour le plus grand bien du développement de l'économie réunionnaise, bien sûr !

Interrogé à propos du cheptel réunionnais atteint à 80 % par la leucose bovine, le ministre a déclaré : « *Les consommateurs peuvent sans*

difficulté, sans danger, consommer cette viande bovine » ajoutant : « *Il faut faire confiance à son territoire. Faire confiance au territoire, c'est faire confiance aux producteurs(...)* Il faut conserver toute confiance dans la filière bovine de La Réunion. »

Ces propos sont de la plus grande légèreté quand précisément des études menées par des scientifiques américains laissent planer le risque

d'un lien de cause à effet entre la consommation de la viande de bœuf contaminée par la leucose et le cancer du sein.

Foin du principe de précaution, le ministre n'était pas là pour s'occuper de la santé de la population mais pour être aux petits soins des patrons. CQFD.



Non à la liquidation des services publics !

Lors d'une conférence de presse, les militants du syndicat Solidaires du Trésor public ont tenu à dénoncer la décision du gouvernement de supprimer 20 000 postes de travail aux finances publiques. Ils ont mis en garde sur les conséquences concrètes que cette décision auraient pour les contribuables.

Ainsi à La Réunion, cela se traduirait par la fermeture des treize trésoreries de l'île et la suppression de 160 emplois.

Du chômage en plus et une galère assurée pour tous ceux et celles qui ne sont pas équipés en informatique pour régler leurs impôts ou ont besoin de conseils.

Cette politique n'affecte pas que le secteur du recouvrement des impôts, mais tous les services publics : CAF, Sécurité sociale, EDF, préfectures et sous-préfectures.

Travailleurs de ces établissements et population laborieuse doivent s'y opposer, ensemble !



Gouvernement-syndicats : le retour du bla-bla social ?

Mardi 17 juillet, Macron a reçu les dirigeants patronaux et syndicaux. Sous couvert de présentation du « calendrier social », les futures attaques contre les travailleurs, il s'agissait en fait de montrer aux responsables des syndicats de salariés que le gouvernement allait un peu plus les associer à ses initiatives.

Depuis son élection, Macron a voulu montrer qu'il pouvait gouverner et faire passer toutes ses attaques contre les travailleurs sans même avoir à amadouer un ou plusieurs représentants syndicaux. Pour imposer la réforme ferroviaire, Macron a même rejeté l'UNSA et la CFDT, qui ne demandaient pourtant au gouvernement que bien peu de choses pour se désolidariser de la grève.

A la rentrée, pour faire passer les

attaques contre les retraites ouvrières, contre l'assurance chômage, mais aussi le plan pauvreté contenant encore d'autres mesures contre les couches populaires, il pourrait cette fois essayer de mettre de son côté une ou deux confédérations syndicales avant d'entamer le bras de fer avec les autres et avec les travailleurs.

Les dirigeants de la CFDT et de FO ne demandent rien d'autre et ils l'ont redit. Ils veulent que Macron les laisse jouer leur rôle d'avocats des travailleurs, même s'il s'agit d'avocats qui ne signent que des reculs. Même Philippe Martinez de la CGT n'a pas une attitude fondamentalement différente. Lui aussi a déclaré qu'il attendait de Macron qu'il « change de politique sociale ». Autant

croire au père Noël, car cette politique est celle du patronat et ce dernier n'est pas prêt à la moindre concession.

En réalité, la grève à la SNCF, à cause de sa durée, de la détermination dont ont fait preuve les cheminots et de la large sympathie qu'elle a eue dans l'opinion publique ouvrière, amène certainement Macron à en rabattre sur son attitude arrogante et à chercher des appuis du côté des directions syndicales. Mais, que Macron joue à l'homme fort ou à l'homme de dialogue, comme le réclament les dirigeants syndicaux, cela ne changera rien. Aux travailleurs de ne pas se laisser tromper par ce genre de manœuvre cousue de fil blanc.

La sélection post-bac : inadmissible manque de places

Selon le Quotidien, près de 3000 jeunes, ayant fait le vœu d'étudier hors du département resteront sur le carreau et ne savent pas où ils seront l'année prochaine.

L'admission post bac et la méthode de sélection, vantées par les gouvernements successifs, serait responsable de cette situation.

Le rectorat prétendait que ce système allait permettre de placer tous les jeunes dans la bonne filière en fonction de leurs compétences.

Or, c'est loin d'être le cas.

Le manque de moyens alloués aux universités est à l'origine du manque de places et enverra pointer au chômage des titulaires du bac-

calauréat qui auraient souhaité continuer à se former et étudier dans le cadre de l'Éducation nationale.

Voilà à quoi mènent les politiques gouvernementales de restrictions budgétaires, pour cause de cadeaux au patronat, dans une île où le chômage des jeunes est déjà de plus de 60% !

Zéro pointé pour l'État

Avant chaque rentrée, le rectorat place les enseignants contractuels de l'Éducation nationale sur les postes non encore pourvus par les titulaires. Pour 2018, près de 890 maîtres auxiliaires, profs en CDD et en CDI sont concernés, soit un dixième des enseignants des collèges et lycées à La Réunion (plus de 50 % à Mayotte).

Chaque année, c'est une véritable épreuve que vivent ces non titulaires qui ne sont pas tous sûrs d'avoir un poste.

En fonction de leur classement sur la liste de postulants, certains enseignants sont placés sur un poste à temps plein, d'autres se voient affectés sur des postes à temps partiels, parfois dans deux collèges ou lycées. Pour peu que les établissements soient assez éloignés l'un de l'autre, que les emplois du temps s'accordent mal, c'est la galère. Il faut cavalier d'un lycée ou d'un collège à l'autre, d'une classe à l'autre avec des horaires décalés, surtout si l'enseignant est loin de son domicile et a une vie de famille et des enfants.

Cette situation risque de s'aggraver dans les années à venir car les



Rectorat de La Réunion - Wikipédia.com

gouvernements qui se succèdent procèdent de plus en plus à des réductions d'effectifs dans la fonction publique, en l'occurrence dans l'Éducation nationale. Le nombre de postes diminuant, le nombre de recalés aux concours de l'enseignement vont en augmentant. La précarité de l'emploi s'installe...

Pourtant les besoins en la matière sont loin d'être comblés : il manque

des écoles, des collèges, des lycées ; les classes sont surchargées.

Mais l'argent public nécessaire à la création d'établissements et à l'embauche de personnels sont accaparés par les capitalistes en tout genre.

« Faites des études » qu'ils disent !

Mesures pour l'emploi : des handicapés inquiets

Le chômage des handicapés en France est un scandale. Seulement un tiers des personnes handicapées entre 15 et 64 ans occupent un poste ! Et au vu des mesures annoncées par la ministre du Travail, cela n'est pas prêt de vraiment changer.

Les mesures envisagées concernent les 800 entreprises dites adaptées, dont la main-d'œuvre est à 80 % au moins handicapée. Elles emploient 35 000 personnes, payées au minimum au smic. Les aides annuelles à ces entreprises passeraient de 380 à 500 millions d'ici 2022, et selon la ministre il pourrait en résulter 40 000 emplois supplémentaires.

L'autre volet est la création pour ces entreprises spécialisées d'un

CDD tremplin de 24 mois et le fait qu'elles pourraient jouer le rôle d'agence d'intérim vis-à-vis des autres entreprises, le gouvernement visant à envoyer le plus possible de handicapés des salariés comme les autres. Mais c'est aussi une façon de se débarrasser des aides et des conditions de travail spécifiques dont bien des handicapés ont besoin.

Et qui dit que les patrons seront partants ? Beaucoup de grandes entreprises, y compris dans le secteur public, préfèrent aujourd'hui payer plutôt que d'embaucher le nombre de travailleurs handicapés prescrit par la

loi.

Le gouvernement de Macron s'en est déjà pris aux handicapés, en s'arrangeant pour réduire leurs allocations et pour diminuer les aides et subventions à l'emploi qui les concernent. Dans l'Éducation nationale aussi, on a supprimé les structures spécifiques aux handicapés, sous le prétexte louable de les intégrer aux classes ordinaires, mais sans y mettre l'argent ni le personnel nécessaire. Et le résultat est souvent catastrophique.

Dans ces conditions, on comprend que même les annonces de la ministre qui se veulent positives suscitent la méfiance !

CAP 2022 : expertise sur mesure pour le patronat

Un rapport du Comité action publique 2022 (CAP 2022) vient de rendre des conclusions sur la réforme de l'État. L'objectif est d'économiser une trentaine de milliards d'euros et de réaliser la suppression de 120 000 emplois, en sabrant dans les dépenses de la Fonction publique et en transférant une partie de ses services à des agences sans doute intéressantes pour le privé. Ainsi « *le recouvrement de l'impôt et le contrôle, le conseil aux entreprises, les études économiques, les missions des douanes* » pourraient être réalisés par des agences et non par l'administration centrale.

Selon ces experts, l'État devrait achever la décentralisation en complétant le transfert de compétences aux collectivités locales (énergie, logement, ferroviaire...) pour gagner un milliard d'euros. Il devrait « assouplir » le statut des fonctionnaires pour les muter là où bon lui semble. Il devrait s'attaquer encore à l'hôpital et faire plus de cinq milliards d'économies grâce à une « meilleure » coordination, mais pas en embauchant, évidemment ! Enfin, en responsabilisant les chômeurs et en recentrant la mission de Pôle emploi sur le contrôle et l'indemnisation, il devrait

réussir à faire baisser la durée du chômage.

Le reste du rapport, non publié, devrait être de la même eau. Le gouvernement ne le présente que comme des pistes, proposées tout de même par des experts. Mais, comme par hasard, ces experts se trouvent être d'anciens hauts fonctionnaires ou des dirigeants de sociétés, dont le président du conseil d'administration de Safran et une ancienne économiste du FMI, le tout commandité par le gouvernement lui-même, pour faire approuver sa politique propatronale.

On sait à quoi s'attendre.

Mondial : une victoire très exploitée

On comprend que des millions de personnes se soient passionnées pour le jeu, et du coup aient manifesté en masse pour la victoire de l'équipe qui paraissait les représenter. Mais le système médiatique et politique se charge de transformer cela en sentiment de fierté nationale, illustré par le drapeau tricolore porté par l'équipe de France. Et de là à le transformer en un sentiment d'unité nationale, il n'y a qu'un pas, que les divers dirigeants politiques essaient de leur faire franchir.

L'idée qu'il existe une unité nationale est une tromperie, une tromperie qui consiste à faire croire qu'au sein du même pays tout le monde serait dans le même bateau. Comme le

font les patrons lorsqu'ils prétendent que l'entreprise est une même famille, rangée derrière eux. Cela vise à masquer la lutte de classe entre exploités et exploités et à soumettre les premiers aux intérêts des seconds, au nom d'un prétendu intérêt national qui est en réalité l'intérêt des capitalistes.

La réaction spontanée de millions de personnes a été en fait bien orchestrée et préparée. D'abord par le Mondial lui-même qui tous les quatre ans exalte le nationalisme de chacun des pays. C'est toute l'idéologie de la société capitaliste qui est pétrie de nationalisme. Tous les politiciens au service de la bourgeoisie s'en font les champions. Derrière l'allégeance à la

patrie, il y a leur allégeance à la classe dominante qu'ils servent. Et, à chaque occasion de ferveur patriotique, tous ces défenseurs du capitalisme sont toujours les premiers à se réjouir.

Il n'y a que le mouvement ouvrier communiste révolutionnaire qui a lutté contre les préjugés nationalistes en affirmant depuis bien longtemps que les prolétaires n'ont pas de patrie et que l'émancipation des travailleurs passe par leur union, quelles que soient leur origine et leur nationalité, contre leurs exploités. Le drapeau de la révolution sociale n'est celui d'aucun pays, c'est le drapeau rouge, et son hymne est *l'Internationale*.

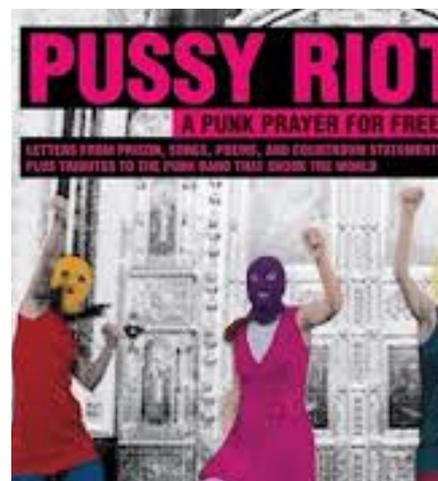
Pussy Riot : 4 – Poutine : 0

Au beau milieu de la finale de la Coupe du monde, quatre membres des Pussy Riot, un groupe de punk rock féministe russe, ont réussi à déjouer la surveillance de la police pour s'inviter sur le terrain. Une jeune femme a même fait un « high five » avec Kylian Mbappé. La photo a fait le tour des réseaux sociaux.

Les manifestants voulaient rappeler à la face du monde que la Russie est un régime autoritaire et revendiquer la libération de tous les prisonniers politiques.

En 2012, trois membres des Pussy Riot avaient été condamnées à deux ans de camp pour incitation à la haine religieuse, suite à une prière punk anti-Poutine dans une église orthodoxe.

Après leur coup d'éclat contre Poutine et son régime, les quatre Pussy Riot écoperont cette fois de quinze jours de prison et trois ans d'interdiction d'assister à des événements sportifs, et gagnent la première place pour ce qui est de la détermination et de l'audace.



Antiterrorisme : une nouvelle pincée de poudre aux yeux

Vendredi 13 juillet, le Premier ministre Édouard Philippe a présenté un catalogue de mesures censées lutter contre le terrorisme.

Depuis octobre 2017, les dispositifs de l'état d'urgence sur les assignations à résidence et les perquisitions sont devenus la norme. Mais le gouvernement qui cherche l'occasion de se refaire une popularité a trouvé nécessaire d'en remettre une couche. Il prétend maintenant avoir à affronter à des « *personnes, parfois de petits délinquants, ou de personnes psychologiquement fragiles, endoctrinées ou autoradicalisées, qui s'équipent d'un armement sommaire et décident parfois très rapidement de passer à l'acte* ».

Le constat est une banalité. Mais Édouard Philippe voudrait laisser croire qu'en créant une unité de profilage chargée d'identifier les facteurs de passage à l'acte, en renforçant les moyens destinés à surveiller les sortants de prison soupçonnés de radicalisation islamiste, ou bien encore en créant un parquet spécialement dédié à la lutte contre le terrorisme, celui-ci serait moins menaçant. C'est d'abord une comédie jouée pour se présenter en champion de la sécurité et de la manière forte.

Mais ce sont aussi les libertés qui reculent. Ainsi dans de nombreux secteurs, dans la défense mais aussi dans les transports, l'Etat ou les patrons pourront plus facilement

diligenter des enquêtes de gendarmeries sur les travailleurs et leur entourage pour les habilitier.

Les attaques terroristes, qu'elles soient le fait de groupes organisés ou d'isolés au passage à l'acte imprévisible, sont d'abord l'écho sanglant des guerres et du chaos que les grandes puissances, dont l'impérialisme français, entretiennent depuis des décennies au Moyen-Orient ou en Afrique. Prétendre que l'on pourra s'en protéger par des mesures policières et de justice est une tromperie, car le terrorisme se nourrit de la barbarie dans laquelle le capitalisme pousse la société. Mais mentir, sur ce terrain comme sur le reste, c'est le métier d'un Premier ministre.

Finance : le gouvernement aux petits soins

Mercredi 11 juillet, devant un parterre de 250 financiers internationaux invités au Quai d'Orsay, Édouard Philippe s'est engagé à poursuivre les efforts de son gouvernement pour que la France cesse d'être un « épouvantail » pour les investisseurs.

Ces investisseurs, visiblement émotifs, prétendent hésiter devant les quelques règles qui pourraient ralentir leur course aux profits. Après avoir taillé à la hache dans le Code du travail, Édouard Philippe promet

de réduire encore davantage le « coût du travail ». Il a annoncé la suppression de la dernière tranche de la taxe sur les salaires. Il s'engage à ramener l'impôt sur les revenus des sociétés de 33,33 % à 30 %, puis à 25 % en 2022. Rappelons que cet impôt était de 50 % jusqu'en 1985, ce qui n'empêchait pas les capitalistes de s'enrichir.

L'auditoire devait être aux anges lorsque le chef du gouvernement a promis d'assouplir les règles françaises concernant l'émission des

titres financiers, qui permettent aux entreprises de mettre actions et obligations sur le marché. Une autorisation administrative était nécessaire pour l'émission de titres pour des montants supérieurs à 2,5 millions d'euros. Cette limite va passer à 8 millions d'euros.

Le gouvernement ouvre un boulevard aux champions du monde de la spéculation et tient à le leur faire savoir.

Bernard Arnault : les vérités d'un grand patron

Interrogé par la presse, Bernard Arnault, l'actionnaire principal de LVMH et le capitaliste le plus riche de France, dont le patrimoine a augmenté de 56 % cette année, culminant à 73 milliards d'euros, explique ses perspectives : « *La question est de savoir si nous allons rester dans un monde sans crise économique majeure, tel que nous le vivons depuis dix ans. [...] Ma réponse est non, nous rencontrerons une crise dans les années qui viennent, qui touchera tous les secteurs de l'économie, mais nous ne savons ni quand, ni quelle sera son origine. [...] Le jour où la*

tendance s'inversera, tous les marchés seront entraînés, et toutes les valeurs seront affectées. » Mais, conscient d'évoluer dans un système condamné à des effondrements périodiques, Arnault sait aussi que les crises recèlent des opportunités de s'enrichir pour les plus gros requins et ajoute : « *C'est ce que dit souvent Warren Buffett : le jour où la mer se retire on voit ceux qui nageaient sans maillot !* » Autrement dit, les plus grands capitalistes survivent et s'enrichissent aux dépens d'autres, trop fragiles pour résister à la tempête.

Le seul développement que ce

capitalisme en bout de course connaisse est basé sur l'hypertrophie du secteur financier, la spéculation financière, les rachats d'entreprises, sans que les investissements productifs suivent. Pour Arnault et ses semblables, c'est une opportunité pour multiplier les milliards de profits. Mais pour les travailleurs, cela signifie une exploitation accrue, un recul général de leurs conditions de vie et la menace de voir toute la société s'enfoncer un peu plus dans le chaos.

Les maîtres de la société capitaliste le confirment : leur système n'a pas d'avenir !

La guerre des roches continue...

Les frères Robert, Thierry député fraîchement déchu, ex-maire de Saint-Leu et Pierrick, accessoirement conseiller municipal de l'opposition de Saint-Louis, tous deux patrons de leur état, d'un côté, et Jean-Bernard Caroupaye à la tête d'une entreprise de transport et président de la fédération de transporteurs FNTR de l'autre, se sont livrés à une querelle de patrons vendredi 20 juillet. L'objet de leur râlé-poussé était l'immixtion du patron de Saint-André et de 70 de ses acolytes dans la nouvelle enquête publique qui concerne l'ouverture de

la future carrière de Bois Blanc à Saint-Leu qui devrait alimenter en roches le chantier de la nouvelle route de littoral qui en manque.

Les Robert ont accusé Caroupaye d'être venu marcher sur leur plateau à Saint-Leu.

Opposés à l'ouverture de la carrière de Bois Blanc, Robert et Robert martèlent que les carrières autorisées de Menciol, Dioré (toutes deux à Saint-André) et Lataniers (à La Possession) seraient suffisantes pour satisfaire en galets la route du littoral. Mais de son côté, Caroupaye se ver-

rait bien attribuer une part de marché de transport des roches de Bois Blanc qui serait exploitée, si elle voit le jour, par la société SCPR, filiale du groupe Colas qui a les faveurs du président de Région Didier Robert, opposant à ses homonymes de l'ouest.

Dans cette affaire de carrières, la prétendue défense de l'environnement et de la santé humaine que fait semblant de mettre en avant Thierry Robert n'est qu'un écran de poussière qui cache mal ses intérêts de capitaliste.

Huguette Bello n'a pas les pieds sur terre

Le 23 juillet la députée Huguette Bello a proposé un amendement à l'Assemblée nationale visant à « inscrire, pour la première fois, dans la Constitution française les mots "mers" et "océans" ».

Huguette Bello considère que les mers et les océans, « du fait de leur importance vitale » « exigent une mobilisation et un engagement spécifiques ».

Dans son intervention devant ses collègues parlementaires et du gouvernement, Huguette Bello n'a pas tari d'éloges à l'égard de la France en s'exclamant que « le temps est venu

de prendre en compte solennellement la dimension maritime de la France », que « la puissance maritime de la France sera soulignée ».

Était-il besoin pour demander l'inscription de deux mots dans la Constitution que la députée de La Réunion fasse des louanges à l'État français ?

Outre le fait que la modification mineure de la Constitution suggérée par Huguette Bello n'aura aucune incidence sur la politique que mènera l'État, mais la « puissance » de celui-ci n'est autre que celle des grands groupes comme Total qui lui dictent

leurs lois et dont la préoccupation première n'est pas la préservation des écosystèmes maritimes mais de « veiller à l'intégrité » de leurs intérêts aux quatre coins de la planète.

Cela, madame Bello ne l'ignore pas.

Alors, son amendement n'aura pas plus d'effet sur le bien être des océans et des mers que tous les accords signés par la France et autre « Journée Mondiale des Océans ».

En revanche, la planète respirera bien mieux quand elle sera enfin débarrassée de la pollution capitaliste.

Travailleurs détachés : les damnés de la terre

Début juillet, la CGT a dénoncé l'exploitation dans des conditions révoltantes des milliers de travailleurs détachés sur les exploitations agricoles du sud-est de la France.

Venus pour la plupart du Maroc et d'Amérique latine, ces travailleurs sont employés par des agences d'intérim espagnoles. « Nous parlons de personnes humaines en captivité, qui travaillent dans des conditions dignes de l'esclavage, beaucoup travaillent onze heures par jour, elles sont renvoyées immédiatement, expulsées de France, en cas d'accident ou de maladie », dénonce un militant.

À Châteaurenard, dans les Bouches-du-Rhône, la CGT a notam-

ment relaté la situation de travailleurs logés à six ou huit dans un mobil-home, moyennant 230 euros de loyer chacun. La principale agence, qui fournit ces travailleurs détachés, est Terra Fecundis (20 % du travail agricole intérimaire en France) qui avait déjà fait l'actualité suite à la mort d'un travailleur équatorien en 2011, et en 2014, suite à une enquête pour suspicion de fraude.

Les travailleurs sont payés au mieux 7 euros de l'heure et facturés 14 à 15 euros aux agriculteurs faisant appel aux services de Terra Fecundis. C'est un tarif qui se pratique habituellement, mais les intérimaires proposés peuvent travailler bien au-delà

de la durée moyenne d'une journée de travail, pour la plus grande satisfaction des bien-nommés exploitants. Lutter contre l'exploitation de ces travailleurs détachés, c'est l'intérêt de l'ensemble des travailleurs.



DANS LES ENTREPRISES

KORBey D'OR

Les travailleuses n'ont pas à payer la dette et les malversations de leurs employeurs

La mobilisation des travailleuses de Korbey d'Or, entreprise d'aide à la personne, a commencé à payer.

Alors que cette entreprise avait cumulé 6 millions de dettes, essentiellement auprès des caisses sociales, et risquait de se retrouver en liquidation judiciaire avec la perspective pour ses 650 salariées de perdre leur emploi (dont beaucoup d'ex-travailleuses de l'Arast), la responsabilité de ses dirigeants dans la détérioration des comptes de l'entreprise a été mise en évidence : abus de biens sociaux, salaires et avantages exorbitants, mais aussi remontées anormales de fonds vers la

maison-mère, Ad Vitam.

Plusieurs de ces dirigeants impliqués dans ces malversations ont dû quitter l'entreprise et Ad Vitam a été obligé de contribuer au renflouement de Korbey d'Or et au remboursement de la dette à hauteur de 350 000 euros. La démonstration est ainsi faite que ce ne sont pas les travailleuses, mal payées de surcroît, qui sont à l'origine des difficultés de cette entreprise, tout à fait viable et particulièrement utile socialement, mais leurs dirigeants et actionnaires qui se sont abondamment servis dans la caisse !

Cependant le tribunal a accepté

que les 2,2 millions attribués par l'État à cette entreprise dans le cadre du CICE contribuent à réduire la dette d'autant. L'État donne donc le feu vert pour que ces dirigeants utilisent l'argent public à renflouer le trou qu'ils ont eux-mêmes creusé !

En tout cas, l'acceptation par le tribunal de Commerce de Saint Denis d'autoriser la continuation de l'activité de cette entreprise permet dans l'immédiat à ces centaines de salariées de voir l'avenir avec un regard un peu plus serein, même si elles ont toutes les raisons de rester sur leurs gardes !

DANS LE MONDE

AFGHANISTAN

Une guerre sans fin

En Afghanistan, 1 700 civils ont été tués depuis le début de l'année, près de 3 500 ont été blessés. C'est le bilan le plus meurtrier pour les civils depuis dix ans, selon l'ONU. Les groupes se revendiquant de Daech et les taliban ont revendiqué les attentats dont les victimes sont en majorité des civils.

Mais les opérations aériennes ont également entraîné une augmentation de 52 % du nombre de victimes civiles, comparé à la même période l'an dernier, avec 149 morts et 204 blessés civils. Plus de la moitié de ces victimes sont portées au compte des forces aériennes afghanes et 45 % aux forces américaines, les seules de la coalition occidentale conduite par l'Otan à mener des opérations aé-

riennes.

Derrière ce bilan statistique, il y a une guerre qui continue en Afghanistan, dix-sept ans après le 11 Septembre, qui avait servi de prétexte aux États-Unis pour conduire une coalition à laquelle l'armée française participe.

Obama d'abord, Trump ensuite, contrairement aux engagements du premier, ont maintenu la présence de milliers de soldats américains qui interviennent dans les combats. Les États-Unis tiennent à bout de bras le gouvernement de Kaboul, dont ils assurent 90 % du budget militaire.

Les populations civiles se retrouvent sous le feu d'appareils militaires en compétition. Et, dans cette compétition, les États-Unis, première

grande puissance militaire mondiale, sont impuissants à imposer leur ordre et ne font que jeter de l'huile sur le feu, avec comme résultat d'apporter de l'eau au moulin du terrorisme et de condamner la population afghane à une guerre sans fin.



Vers la guerre commerciale ?

La tournée de Donald Trump en Europe a fait ressortir ce qui est habituellement caché sous le langage diplomatique. Trump reproche à l'Allemagne d'acheter du gaz russe et de soutenir la construction d'un deuxième gazoduc à travers la mer Baltique, qui permettra à la Russie d'augmenter ses exportations vers l'Europe. Comme l'a écrit Trump dans un tweet : « *Les États-Unis paient pour la protection de l'Europe, puis perdent des milliards sur le commerce.* » Tout est une histoire d'argent...

Mais Trump reflète-t-il la volonté de la bourgeoisie américaine de s'engager durablement dans un protectionnisme agressif ? Rien n'est moins sûr, car la bourgeoisie des États-Unis n'est pas largement favorable à une guerre commerciale. Dans des échanges qui se font surtout en dollars, les États-Unis, tout en consom-

mant plus qu'ils ne produisent, peuvent imprimer de la monnaie ou s'endetter pour financer leur déficit commercial. En outre, une bonne part de ce qui est considéré comme importé rapporte aux capitalistes américains, comme les iPhones achetés aux États-Unis. Assemblés en Chine, ils sont Made in China, mais les profits vont d'abord à Apple. Une réelle guerre commerciale pourrait léser des entreprises, voire des secteurs de l'économie du pays.

Trump est surtout un démagogue qui s'est fait élire avec un discours chauvin et protectionniste. Il explique qu'il entendait préserver les emplois américains. Alors que des élections de mi-mandat auront lieu début novembre, il veut montrer à ses électeurs qu'il tient ses promesses. Pour l'instant, son protectionnisme relève essentiellement de la mise en scène : par exemple, les entreprises améri-

caines qui importent de l'acier et de l'aluminium surtaxés ont inondé le ministère du Commerce de 20 000 demandes d'exemption, demandes que l'administration est incapable de traiter, faute de personnel.

Il reste que ce qui n'est au départ qu'un discours démagogique peut déboucher sur une vraie guerre commerciale, qui approfondirait la crise. En Europe comme en Amérique, les travailleurs auraient tort de croire que des mesures protectionnistes, ou au contraire une libéralisation des échanges, pourraient être une protection pour eux. Les seules véritables garanties pour les travailleurs seront celles qu'ils imposeront aux capitalistes en matière de salaires, d'emplois et de conditions de vie, quels que soient les soubresauts de ce système en crise.

PALESTINE

Gaza assiégée

Samedi 14 juillet l'armée israélienne a effectué plusieurs dizaines de bombardements sur la bande de Gaza. Parmi les victimes, deux Palestiniens de 15 et 16 ans ont péri sous les bombes israéliennes, des dizaines d'autres sont grièvement blessés.

Depuis des années, Israël a fait de Gaza une prison à ciel ouvert. Les Gazaouis subissent depuis onze ans des raids incessants et un blocus meurtrier, que le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu a renforcé ces dernières semaines. Depuis fin mars, la colère des jeunes a trouvé une expression dans les rassemblements hebdomadaires de la Marche du retour, qui marquent la protestation contre l'expulsion des Palestiniens en 1948. Munis de cerfs-volants enflammés ou de pierres face

aux armes sophistiquées de l'armée israélienne, ces jeunes Palestiniens n'ont rien à perdre. Près de 150 d'entre eux sont morts en trois mois.

Fort du soutien affiché de l'impérialisme américain et de celui, plus hypocrite, des dirigeants européens, l'État israélien peut agir sans entrave. Le gouvernement de Netanyahu, ses ministres d'extrême droite et religieux sont dans la surenchère nationaliste permanente. Naftali Bennet, leader de la droite religieuse, a par exemple exigé que tous les porteurs de cerfs-volants soient abattus par les drones israéliens. Pour l'heure, le Hamas qui gouverne Gaza et le gouvernement Netanyahu ont opté pour un fragile cessez-le-feu. Mais la politique des dirigeants israéliens ne veut laisser aucun espoir aux Palestiniens. Quant aux Israéliens eux-mêmes,

qu'ils abreuvent de chauvinisme, ils ne leur promettent que les rôles d'éternels geôliers et de bourreaux, que ce soit au Golan syrien annexé par Israël, en Cisjordanie soumise à une véritable occupation coloniale ou à Gaza.



flickr.com

Candidats à servir l'impérialisme français

Les élections présidentielles auront lieu au Mali le 29 juillet. Si 23 candidats sont en lice face à l'actuel président, Ibrahim Boubacar Keïta, tous font partie du vivier d'hommes politiques sur lequel les dirigeants de l'impérialisme français savent pouvoir compter pour être les relais de sa politique.

Pendant cinq ans, Ibrahim Boubacar Keïta a gouverné à l'ombre des forces françaises et de leurs suppléants de l'ONU. Alors qu'il avait promis de mettre fin à la corruption, il a perpétué cette tradition, au point d'être surnommé « ma famille d'abord ». L'armée malienne, qu'il devait reconstituer, s'est surtout illustrée par ses exactions, et perpétue aujourd'hui sa vieille tradition de racket contre les populations. L'insécurité règne dans tout le Mali, et ses habi-

tants sont toujours aussi misérables.

Les concurrents du président en place promettent à leur tour d'en finir avec la corruption et l'insécurité. Mais tous ont le même profil de serviteurs de l'impérialisme français. Le principal opposant, Soumaïla Cissé, était déjà présent en 2013 où il était arrivé derrière Ibrahim Boubacar Keïta à la présidentielle. Ancien cadre de sociétés françaises, ministre dans plusieurs gouvernements maliens, familier des institutions économiques et financières d'Afrique de l'Ouest, l'impérialisme français a déjà pu tester sa fidélité. Il en va de même de Cheick Modibo Diarra, ancien Premier ministre dans le gouvernement de transition qui précéda l'élection d'Ibrahim Boubacar Keïta et par ailleurs président de Microsoft Afrique. Sept anciens ministres du

président se présentent aujourd'hui contre lui.

Ces candidats se battent pour l'accès à la mangeoire gouvernementale. Ils promettent « *la paix et la prospérité* », mais comptent aussi beaucoup sur le soutien des chefs religieux et sur les proximités ethniques ou régionales qui peuvent amener la population pauvre et les travailleurs immigrés en France à voter pour eux. Mais c'est à condition de mener la politique que l'impérialisme français leur dictera que ces candidats et leur clan pourront s'enrichir.

MAYOTTE

Encore un incendie qui détruit de nombreuses cases en tôle

Le 17 juillet au matin, un incendie s'est déclaré dans un quartier de Kawéni, une localité de Mamoudzou. Une vingtaine de cases en tôle ont été ravagées par les flammes. Au moins deux blessés légers ont été recensés.

Le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd, si les habitants ne s'étaient pas mobilisés avec de maigres moyens et en prenant des risques pour limiter la progression de l'incendie avant l'arrivée des pompiers. Ces derniers ont eu beaucoup de mal à accéder au lieu de l'incendie, situé dans des ruelles étroites.

Les familles ont été relogées pour certaines dans leurs familles et d'autres ont été abritées dans une école élémentaire de Kawéni. Elles

ont tout perdu et sont dans une grande détresse.

Tous les ans, des enfants ou des adultes meurent à cause des incendies, des installations électriques domestiques défectueuses, des glissements de terrain ou des inondations. Il manque des dizaines de milliers de logements de qualité pour en finir avec ces conditions d'habitation scandaleuses. Dans le cent unième département français l'État consacre ses efforts à assurer des débouchés et des profits aux grandes entreprises et pas du tout à améliorer les conditions d'existence de la population.

C'est une incurie criminelle !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière* - Île de La Réunion pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
 Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier
 Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282



Suivez le blog de
 Nathalie Arthaud :

<http://www.nathalie-arthaud.info>